



Les investisseurs américains au Burundi



Le Président de la République Son Excellence Evariste Ndayishimiye a reçu jeudi le 24 mars 2023 en audience au Palais de Gitega des investisseurs américains dans le but de s'enquérir des opportunités d'investissement au Burundi. La première délégation reçue en audience était conduite par Monsieur Anbessie Yitbarek, le Vice-Président de la Compagnie commerciale aérienne Boeing. Ils ont échangé sur les opportunités d'investissement et de coopération qu'offre le Burundi dans le domaine du transport. L'autre Personnalité est Monsieur Jeff Wilson, Professeur et Président de la compagnie américaine des techniques envi-

ronnementales. Il est venu s'enquérir sur les opportunités d'investissement dans le secteur agricole au Burundi. Il a apprécié le beau climat, la force humaine, un sol fertile, l'eau, comme facteurs importants dans la réussite de leur projet d'augmenter les produits biologiques. Selon les concepteurs du projet, ils auront à partager leur expertise et ainsi accroître la sécurité alimentaire.

Le Président de la République du Burundi a remercié ses visiteurs pour de très belles initiatives qui viennent au moment opportun, où le pays a besoin de produire pour satisfaire les besoins des burundais.
(www.presidence.gov.bi)

Dans cette Edition:

page

Les investisseurs américains au Burundi

1

Les Nations Unies, au côté du Burundi dans son développement

2

Le Chef de l'Etat annonce des innovations dans le domaine de l'agriculture

2

Le Gouvernement chinois octroie un don au gouvernement du Burundi

3

Isare: la Ministre en charge de la solidarité vole au secours des victimes des glissements de terrain

3

L'adoption des enfants doit se faire en toute légalité

4

CVR : Vers la réécriture de l'histoire du Burundi

5

La gouvernance universitaire s'avère complexe en Afrique francophone

6

Appel au Gouvernement d'atténuer la hausse des prix des produits de première nécessité

7

Les Nations Unies, au côté du Burundi dans son développement



Le Président de la République du Burundi Son Excellence Evariste Ndayishimiye a reçu en audience, mardi le 21 mars 2023 au Palais de Gitega, deux grandes Personnalités des Nations Unies, venues dans le cadre du renforcement des liens de développement.

La première Personnalité reçue à cette occasion est Monsieur Tyler Beckelman de l'Agence des Etats Unis pour le Développement International, USAID. Il a apprécié les efforts du Chef de l'Etat burundais en matière de développement, son rôle très important dans les missions de maintien de la paix en Somalie, Centrafrique, etc., et l'engagement du Burundi dans la restauration de la paix et la stabilité dans l'Est de la République Démocratique du Congo.

Ils se sont convenus que les relations entre le Burundi et l'Agence des Etats Unis pour le développement inter-

national, USAID, souvent vécues à travers l'Ambassade des Etats Unis d'Amérique, sont bonnes et qu'elles ont été remarquables dans beaucoup de domaines comme la santé et d'autres visant l'épanouissement social.

“Le respect des droits de l'homme est plus remarquable à travers la mobilisation au changement des mentalités, à la bonne gouvernance et le renforcement de la justice”, a dit le Président Ndayishimiye soulignant que les initiatives de développement visibles sur terrain constituent un signe éloquent que l'environnement d'investissement est favorable.

La deuxième Personnalité reçue en audience est Monsieur Abdou Abarry, le nouveau Représentant Spécial du Secrétaire Général pour l'Afrique Centrale Chef de Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale, l'UNOCA. Il a, lui aussi, apprécié les initiatives de développement du Chef de l'Etat et la confiance renouvelée sur la scène diplomatique. “Le Burundi a un seul ennemi qu'est la pauvreté. Nous avons remarqué que l'Afrique est riche, seuls les différents conflits entretenus de l'extérieur causent des difficultés”, lui a dit le Président Ndayishimiye rassurant son hôte que même l'Est de la République Démocratique du Congo pour le moment en difficulté, connaîtra sa stabilité. “On est habitué à travailler avec les missions des Nations Unies, mais nous demanderions votre soutien”, a souhaité le Numéro Un burundais ; et ce souhait a vu l'approbation de l'Ambassadeur Abdou Abarry qui a promis le soutien de son bureau pour arriver à un développement durable. (www.presidence.gov.bi)

Le Chef de l'Etat annonce des innovations dans le domaine de l'agriculture



Le mardi 21 mars 2023, le Président de la République S.E Evariste

Ndayishimiye a réuni au chef-lieu de la province Ruyigi, les responsables des différents secteurs des Ministères en charge de l'agriculture et de l'intérieur pour échanger sur les mécanismes à entreprendre afin

d'augmenter la production agro-pastorale.

A la sortie de la réunion qui s'est tenue à huis clos, le Porte-parole du Président de la République Madame Rosine Guilène Gatoni a fait savoir que le Chef de l'Etat S.E Evariste Ndayishimiye a indiqué que le Burundi regorge de potentialités qui permettraient d'avoir une bonne production agro-pastorale. Il a appelé les administratifs à s'impliquer en mobilisant activement la population dans les travaux agricoles afin d'avoir une grande production et ainsi vaincre la famine dans le pays.

Pour le Porte-parole du Président de la République, c'était aussi une occasion d'évaluer la situation actuelle afin d'identifier les défis qui entravent l'atteinte de l'objectif que le Gouvernement s'est donné à travers le slogan que chaque bouche ait à manger et chaque poche ait de l'argent.

Selon le Porte-parole du Président de la République, après les échanges, un nouveau départ a été annoncé par le Président de la République en vue de se préparer conséquemment surtout pour la saison culturale A qui se veut être « sans erreur ». Parmi les engagements qui ont été pris d'après le Porte-parole du Chef de l'Etat, il y a particulièrement l'accompagnement des agriculteurs par le travail en synergie des responsables des Ministères en charge de l'agriculture et de l'intérieur pour que chaque agriculteur puisse avoir un encadreur. Le Président de la République Evariste Ndayishimiye a encouragé la pratique des techniques d'irrigation surtout en période de saison sèche, l'utilisa-

tion des engrais bio afin que le Burundi puisse arriver à l'étape de s'auto suffire dans l'approvisionnement des engrais nécessaires.

Toujours selon le Porte-parole du Président de la République, le Chef de l'Etat Evariste Ndayishimiye a également sensibilisé toute la population burundaise à entreprendre au moins une activité agropastorale surtout les fonctionnaires de l'Etat sans exception aucune. Il a aussi rappelé aux responsables administratifs et agricoles à continuer de sensibiliser la population à l'élevage de lapins.

Après la réunion, le Président de la République S.E Evariste Ndayishimiye a effectué une visite sur terrain pour s'enquérir de l'état des lieux des travaux sur un chantier d' irrigation en cours de construction et qui couvrira une superficie de plus de 90 hectares dont un centre semencier sur la colline Kigarika, zone, commune et province Ruyigi. (www.rtnb.bi)

Le Gouvernement chinois octroie un don au gouvernement du Burundi



Le Gouvernement chinois a octroyé mardi 21 mars 2023, 910 tonnes de riz au Gouvernement du Burundi. La Ministre en charge de la solidarité nationale Honorable Imelde Sabushimike a réceptionné 591,5 tonnes de riz constituant le premier lot et a indiqué qu'il reste un lot de 318,5 tonnes.

L'Ambassadeur de Chine au Burundi Son Excellence ZHAO Jiangping a indiqué que le Gouvernement chinois apprécie les efforts déployés par le Gouvernement du Burundi en tant qu'amie et partenaire et a fait savoir que ce don a été remis pour accompagner le Gouvernement du Burundi dans la lutte contre la pauvreté et assurer la sécurité

alimentaire.

La Ministre Honorable Imelde Sabushimike a fait savoir que ce don alimentaire vient à point nommé et va alléger le poids qui pesait sur la population vulnérable en cette période où les denrées alimentaires accusent une flambée des prix due aux faibles récoltes de ces dernières saisons culturales.

Ce don alimentaire va également permettre aux vulnérables bénéficiaires de cette assistance de travailler avec énergie et vaquer paisiblement à leurs occupations quotidiennes sans soucis de trouver de quoi nourrir leurs familles, a poursuivi Honorable Imelde Sabushimike.

La Ministre de la solidarité nationale a souhaité que cette collaboration continue même dans le processus de remise de cette aide aux mains des bénéficiaires et a invité l'Ambassadeur de Chine au Burundi aux cérémonies de lancement officiel de la remise de ce don alimentaire aux bénéficiaires à la date et au lieu qui leur seront communiqués.

Honorable Imelde Sabushimike a remercié le Gouvernement chinois qui a toujours répondu favorablement à toutes les requêtes d'aide au Burundi dans des périodes de sinistres. (www.rtnb.bi)

Isare: la Ministre en charge de la solidarité vole au secours des victimes des glissements



Le Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre a assisté, dans l'après-midi du lundi 20 mars

2023, 22 ménages victimes des éboulements survenus en zone Kibuye de la commune Isare en province Bujumbura et leurs familles d'accueil, en vivres et non vivres

Cette assistance apportée aux victimes des glissements de terrains et à leurs familles d'accueil à Kibuye était composée de 25kg de riz, 3 couvertures et une bâche à chaque ménage victime de cette catastrophe et 20kg de riz à chaque famille d'accueil.

La Ministre en charge de la solidarité nationale Honorable Imelde Sabushimike a fait savoir que son dépla-

cement avait pour but d'apporter de la compassion à ces victimes qui ont tout perdu dans cette catastrophe, comme il est de coutume au Burundi de voler au secours des personnes en détresse. La Ministre Honorable Imelde Sabushimike a salué l'acte louable des familles d'accueil qui ont tout fait pour loger leurs voisins ainsi que l'administration qui a alerté toute âme charitable en vue de les assister. La Ministre en charge de la solidarité nationale a promis de rester aux côtés des victimes des éboulements et de leur octroyer des tôles une fois qu'ils auront entamé la construction de leurs maisons.

La Ministre Honorable Imelde Sabushimike a également demandé à l'administration et aux experts topographes d'identifier les zones à risque pour l'évacuation des populations qui y habitent et chaque fois veiller à ce que la population ne s'installe pas dans les zones à risques. Elle a enfin exhorté ces victimes à ne pas vendre cette assistance même si elles manquent de tout. (www.rtnb.bi)

L'adoption des enfants doit se faire en toute légalité



Le Ministère des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine, de la Solidarité Nationale et du Genre a organisé

du 21 au 22 mars 2023 à Bujumbura, un atelier d'information et de sensibilisation sur l'adoption au Burundi.

Cet atelier a été organisé en collaboration avec certaines organisations engagées dans l'adoption des enfants au niveau international telles que, Wide Horizons for Children (De larges horizons pour les enfants) et All God's Children International (l'internationale de tous les enfants de Dieu).

Les participants ont reçu et échangé des expériences et des informations sur les procédures et le cadre légal de l'adoption des enfants au niveau national et international.

Au niveau international, l'adoption des enfants est régie par la Convention de La Haye de 1993 que le Burundi a ratifiés en 1998. Cette convention a été adoptée pour juguler toutes les irrégularités enregistrées les

années antérieures et pour enfin garantir la traçabilité de l'adoption.

Au niveau national, l'adoption des enfants est prévue dans certains textes de loi comme le code des personnes et de la famille.

Selon le Secrétaire Permanent au Ministère des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre, Monsieur Pontien Hatungimana qui a ouvert les travaux de l'atelier, l'adoption des enfants au niveau national ou international est l'une des voies de protection des enfants sans familles.

Monsieur Pontien Hatungimana a précisé que l'adoption des enfants doit se faire dans la légalité et en suivant des procédures bien connues, au niveau national ou international et l'adoption des enfants doit se faire dans le strict respect de l'intérêt des enfants.

Cet atelier avait ainsi pour objectif de renforcer les capacités des intervenants dans le processus de l'adoption, d'échanger les expériences et les témoignages des orphelinats, faire la lumière sur la problématique de l'adoption au Burundi et présenter les mécanismes de suivi post adoption. (www.rtnb.bi)

CVR : Vers la réécriture de l'histoire du Burundi



Les rapports de la Commission Vérité - Réconciliation (CVR) au terme de son mandat sur les violences des années tragiques qu'a connues le Burundi, vont servir à la réécriture de "l'histoire la mieux partagée" du pays. Cette déclaration a été faite par le président de la CVR Monsieur Pierre Claver Ndayicariye mardi le 21 mars 2023, lors de la présentation du rapport des réalisations de cette commission devant les cadres, les fonctionnaires et les jeunes scolarisés et non scolarisés des différents secteurs socioprofessionnels de la province de Gitega.

Après échanges et débats sur les résultats de quatre années d'investigations sur les événements tragiques qui ont endeuillé le Burundi durant la période 1885-1973, le Président de la CVR a laissé entendre que trois principales préoccupations des participants à ces assises ont retenu l'attention de cette commission.

La première préoccupation concerne une histoire restée longtemps cachée selon le président de la CVR. Pour Monsieur Pierre Claver Ndayicariye, il faut d'abord disséminer l'information relative aux violences des années sombres de l'histoire du Burundi jusqu'à la base, car pour lui, la CVR est en train de découvrir une vérité des violences que les pouvoirs d'hier ont cachée à la nation burundaise. Il a expliqué que cette dissémination de l'information des rapports de la CVR doit quitter le sommet pour atteindre la colline en passant par la province et la commune, précisant que cette activité vient de débiter par la province de Gitega.

La deuxième principale préoccupation concerne la réécriture de "l'histoire la mieux partagée" selon Pierre Claver Ndayicariye. Pour le Président de la CVR, il n'y a pas de livres des historiens burundais ou étrangers qui parlent des fosses communes ni des livres qui détaillent les violences des années 60, 65, 69, 72 et 73.

A ce sujet, Monsieur Pierre Claver Ndayicariye a laissé entendre que la CVR va produire une partie de la vérité qu'elle va atteindre grâce aux archives, grâce aux auditions et aux

investigations diverses. Et de préciser que les documents contenant les rapports qui seront produits vont servir, pour l'équipe qui sera désignée, à la réécriture de "l'histoire la mieux partagée" car, a-t-il expliqué, nous avons aujourd'hui une histoire manipulée et cachée.

La troisième préoccupation qui est la plus pertinente selon Monsieur Pierre Claver Ndayicariye concerne les veuves qui s'expriment par rapport à leurs biens spoliés. Pour lui, il y a des gens qui ont été privés de leurs maisons, de leurs véhicules ou de leurs comptes en 1972 et même dans les années d'avant ou d'après, parce que quelqu'un a décidé d'être propriétaire.

Les réclamations sont légitimes" a déclaré Monsieur Pierre Claver Ndayicariye qui affirme par ailleurs que l'attente est longue pour réhabiliter ces victimes, mais qui recommande aussi la patience parce que le chantier de la vérité et de la réconciliation a plusieurs facettes. Selon le président de la CVR, le mécanisme de la justice transitionnelle touche les réparations, la réconciliation, les indemnisations etc.

Le président de la CVR a précisé que pour que ce chantier soit utile à la nation, il faut qu'il soit un chantier de vérité au service de la réconciliation.

Pour terminer, le président de la CVR Monsieur Pierre Claver Ndayicariye a demandé aux burundais d'enseigner aux gens l'amour, le patriotisme et la vérité, de refuser toute haine, toute division, tout mensonge et de prêcher le vivre ensemble et le survivre ensemble. (www.rtnb.bi)

La gouvernance universitaire s'avère complexe en Afrique francophone



La gouvernance universitaire s'avère complexe en Afrique francophone.

Certaines institutions d'Enseignement Supérieur

dont l'Université du Burundi font face à des défis multiformes qui ont besoin d'être relevés pour améliorer la gouvernance académique. Cela a été appris du Professeur Gélase Nimbona, un enseignant-chercheur l'Université du Burundi (UB), à l'occasion d'une conférence-débat organisée lors de la célébration de la Semaine internationale de la Francophonie le 22 mars 2023 à Bujumbura.

D'après Professeur Nimbona, certaines institutions d'enseignement supérieur sont sans politique de recherche et mécanismes d'évaluation de la recherche. C'est le cas notamment de l'Université Abolou Mounouni de Niamey. D'autres institutions d'enseignement supérieur comme l'Université du Burundi, ont des structures de gouvernance de la recherche, mais sans outils de gouvernance. Il y a encore d'autres qui ont instauré des mécanismes de pilotage institutionnel, de gouvernance académique et de gouvernance de la recherche bien élaborés et qui peuvent servir de modèle pour d'autres. C'est le cas de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD), les universités publiques camerounaises, marocaines, béninoises et l'Université d'Ouagadougou, a-t-il précisé.

Professeur Nimbona note également que les réformes entreprises notamment au Burkina Faso, au Cameroun, au Maroc et au Sénégal sont nées de contextes particuliers de crise économique et sociopolitique, mais qu'elles ont été bien pensées et porteuses d'espoir pour la société. S'il y a des problèmes qui étaient spécifiques à tel ou tel autre pays, beaucoup de problèmes étaient partagés. Partout dans ces pays, les universités faisaient face aux problèmes de massification des effectifs et, partant, le taux d'encadrement d'étudiants qui dépassent les capacités des ressources disponibles avec comme conséquence la baisse de la qualité de l'enseignement et l'élasticité des années académiques. Au Cameroun et au Burkina Faso s'ajoutaient le problème économique lié à l'ajustement structurel qui ne permettait pas de recruter de nouveaux enseignants ni de satisfaire aux besoins sociaux des étudiants qui

demandait de gros budget, le chômage des diplômés des universités, les grèves des étudiants pour la revendication de plus de liberté et le maintien des avantages sociaux. Les mesures de redressement prises visaient de manière générale à décentraliser les universités pour faire face à l'explosion démographique et préserver la qualité à professionnaliser l'enseignement pour améliorer le rendement externe du système, à régionaliser pour ancrer les nouvelles universités dans leur réalité socio-économique, à accorder l'autonomie pédagogique et administrative des universités et des établissements d'enseignement supérieur, à améliorer l'efficacité de la gestion, à permettre une meilleure adaptation de l'offre de formation aux besoins spécifiques de l'environnement local, à favoriser l'innovation et le transfert des technologies et des savoirs innovants, etc.

La professionnalisation de l'enseignement figure aussi parmi les projets récemment mis en œuvre au Burundi par l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF). Le responsable de l'AUF au Burundi, Professeur Fulgence Nahayo note le projet « APPRENDRE », d'appui à la professionnalisation de sept filières de six universités et la création de Master en traduction et interpréariat à l'Université du Burundi ainsi que le projet d'appui à la professionnalisation des pratiques enseignantes et au développement de ressources. Des mesures pour transformation ont été aussi enregistrées à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD). Ces dernières ont porté essentiellement sur la création de l'Université Polytechnique de Thiès à partir des établissements déjà existants, le renforcement de l'autonomie et la responsabilisation de nouvelles entités pour leur meilleure insertion dans leur environnement régional et socio-économique. Ces mesures visaient aussi à désengorger l'université Cheikh-Anta-Diop (UCAD), permettre un accès facile à l'enseignement supérieur dans les régions et obtenir une distribution adaptée des formations à travers les territoires sénégalais. (ABP)

Appel au Gouvernement d'atténuer la hausse des prix des produits de première nécessité



Le mardi 22 mars 2023, le président de l'Observatoire de la Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) Monsieur Gabriel Rufyiri a animé une conférence de presse visant à demander au Gouvernement Burundais de prendre des mesures urgentes pour atténuer la hausse généralisée des prix des produits de première nécessité au Burundi. Selon Monsieur Gabriel Rufyiri la question de l'inflation au Burundi est devenue très préoccupante. Elle se remarque sur tous les produits importés et locaux plus particulièrement les produits alimentaires comme le haricot, le riz, la farine de maïs, pour ne citer que ceux-là. Monsieur Gabriel a indiqué que l'inflation a grimpé exponentiellement

ces derniers mois depuis l'année 2022. « Une grande partie des fonctionnaires ne parviennent plus à joindre les deux bouts du mois », a-t-il signalé.

Il a aussi souligné qu'à côté de ce problème d'inflation alimentaire se remarque la pénurie répétitive du carburant, ce qui occasionne des pertes financières énormes pour le pays plus particulièrement les recettes publiques sans oublier notamment la montée des prix des tickets de transport à l'intérieur du pays. Il a fait savoir que la faible production pourrait être la principale cause endogène de ladite inflation. Pour sortir de cette situation, Monsieur Gabriel Rufyiri demande au Gouvernement du Burundi de constituer des stocks stratégiques du carburant et d'initier une politique de regroupement des burundais dans les villages pour libérer les terres cultivables, planifier l'urbanisation pour éviter les catastrophes naturelles et aussi faire l'irrigation pour que toute l'espace cultivable du pays soit exploitable pendant toutes les saisons. (ABP)

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement

Département de la Communication

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi